

gouvernement du Myanmar de libérer tous les prisonniers politiques, de convoquer l'assemblée nationale dans les plus brefs délais et de mettre promptement un terme à l'oppression systématique du peuple.

Il est ironique de constater qu'au moment où des nations s'efforcent de rendre leur système démocratique plus fort, le programme international déborde de questions qui nous obligent à modifier sensiblement notre notion traditionnelle de la souveraineté des États.

Toutes les régions du monde sont de plus en plus étroitement liées. Nous observons des mouvements sans précédent de gens, de biens, de services et d'aide entre les pays. Mais ces activités ne peuvent être productives que s'il règne dans le monde un climat de confiance profonde, de sécurité collective et de liberté individuelle.

Les séquelles tragiques de la guerre du Golfe ont mis en lumière un principe important selon lequel la communauté internationale se doit d'intervenir lorsque des États fautifs infligent des souffrances à d'autres nations. Elle est de plus en plus responsable vis-à-vis des populations qui souffrent à l'intérieur même de leur nation. Autrement dit, nous sommes, un peu plus chaque jour, au sein de la communauté internationale, les gardiens de nos frères et soeurs.

La lutte contre le terrorisme politique, l'agression territoriale et le trafic illicite des stupéfiants, de même que nos efforts en faveur du contrôle des armements sont semblables dans la mesure où ils ont une incidence sur la sécurité et le bien-être universels. De même, les problèmes propres à notre environnement naturel commun constituent une responsabilité multilatérale.

Ce concept élargi de sécurité et de stabilité internationales requiert de nouvelles méthodes de réflexion et des solutions multidimensionnelles.

Ainsi, nous sommes tous des dépositaires des ressources naturelles de la Terre : notre air, notre eau, notre sol et nos arbres. Nous devons accepter ensemble cette responsabilité et trouver des solutions multilatérales aux problèmes environnementaux effarants auxquels nous faisons tous face.

Nous devons aussi viser, dans un effort collectif et individuel, une plus grande égalité économique. Il faut garantir à la société tout entière des possibilités et de l'espoir à l'intérieur de même nos frontières nationales et régionales.

Je crois que la façon dont le Canada aborde la collaboration en matière de sécurité tient compte de cette définition élargie, comme en font foi nos actions dans la région Asie-Pacifique. Nous